

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction de la Coordination  
Et de l'Appui Territorial

Bureau des Enquêtes Publiques et  
De l'Environnement

**ARRÊTÉ**

N° 2019-DCAT-BEPE- 210 du - 6 SEP. 2019

**de prescriptions complémentaires portant augmentation de 25 000 tonnes de la capacité maximale de réception de déchets pour l'année 2019 – société SFTR à Montois la Montagne et Moyeuvre Grande**

LE PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

**Vu** le Code de l'Environnement ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté DCL n° 2018-A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** le plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux de la Moselle approuvé le 12 juin 2014 ;

**Vu** le plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux de la Meurthe-et-Moselle approuvé le 22 septembre 2014 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-2 du 6 janvier 2009 modifié autorisant la société SITA FD à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ainsi qu'à exploiter une installation de traitement de lixiviats provenant de l'extérieur sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-199 du 8 octobre 2009 autorisant la société SFTR à reprendre l'exploitation de l'installation du centre de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande ;

**Vu** le courrier de l'exploitant du 18 juillet 2019 relatif à la demande d'augmentation de capacité de l'exploitant ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 14 août 2019 ;

**Considérant** qu'il convient de préserver les intérêts de l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment ceux relatifs à la santé publique et l'environnement ;

**Considérant** que la modification demandée ne générera pas d'impacts environnementaux supplémentaires ;

**Considérant** que l'arrêt provisoire de l'incinérateur de Strasbourg a profondément modifié les filières d'élimination des déchets du Grand Est ;

**Considérant** que certains déchets non dangereux en provenance de la région Grand Est et en particulier des départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle, dont les quantités sont estimées à 25 000 tonnes, connaissent actuellement des problèmes d'exutoires locaux en raison de l'arrêt provisoire ou définitif et de la saturation de certaines installations de stockage ou de traitement de déchets ;

**Considérant** la nécessité d'assurer une continuité du traitement des déchets ménagers et assimilés, de manière à éviter un risque sanitaire ;

**Considérant** que selon le principe de proximité, l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par SFTR à Montois-la-Montagne est la plus pertinente en raison de l'indisponibilité des installations ;

**Considérant** que les installations ont la capacité pour stocker des déchets supplémentaires ;

**Considérant** que la réception et le traitement de ces déchets dans l'installation de stockage de déchets non dangereux de Montois-la-Montagne respectent les principes de proximité repris dans les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux de la Moselle et de la Meurthe et Moselle susvisés ;

**Considérant** l'application de l'article L 541-25-1 du code de l'environnement en raison de la fermeture provisoire de l'incinérateur de Strasbourg, combiné aux situations des autres installations de gestion des déchets de la région Grand Est,

**Considérant** toutefois que ces modifications nécessitent d'être encadrées par des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er**

La société SFTR, dont le siège social est situé ZI chemin des marais à Saint-Brice-Courcelles (51), est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande.

### **Article 2**

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 2009-DEDD/IC-2 du 06 janvier 2009 modifié, la quantité maximale de déchets pouvant être admis sur le site sur l'année 2019 est fixée à 125 000 tonnes pour l'ISDND, correspondant à un volume maximal de 138 800 m<sup>3</sup>.

### **Article 3**

L'origine des déchets sera conforme à la description faite dans le courrier de la société SFTR du 18 juillet 2019 susvisé.



#### **Article 4**

L'exploitant s'assure, avant leur acceptation dans l'installation de stockage, du caractère ultime de chaque livraison de déchets d'activités économiques et met en œuvre une traçabilité adaptée tenue à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article 5 :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

#### **Article 6 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles [L. 181-12](#) à [L. 181-15](#) peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>

#### **Article 7 : Information des tiers**

1) une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de <sup>Noyenne Grande</sup> Montois la Montagne et peut y être consultée par toute personne intéressée ;

2) un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de <sup>Noyenne Grande</sup> Montois la Montagne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Montois la Montagne <sup>et de Noyenne Grande.</sup>

3) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat de la Moselle : « [www.moselle.gouv.fr](http://www.moselle.gouv.fr) - Publications - Publicité légale installations classées et hors installations classées - arrondissement de METZ »

#### **Article 8 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le maire de <sup>Noyenne Grande</sup> Montois la Montagne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SFTR.

Netyle - 6 SEP. 2019

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Philippe DELCAYROU

